

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 24/02/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AGENCE MARITIME ROCHEFORT**

AV VICTOR LOUIS BACHELAR  
17300 Rochefort

Références : 0003106516/2026/104  
Code AIOT : 0003106516

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement AGENCE MARITIME ROCHEFORT implanté Bassin n°3 - BP 10104 17303 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite à la mise en demeure signée le 29/04/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGENCE MARITIME ROCHEFORT
- Bassin n°3 - BP 10104 17303 Rochefort
- Code AIOT : 0003106516
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Les activités sont encadrées par l'arrêté d'enregistrement du 22 décembre 2022 pour :

- une installation de transit et regroupement de déchets métalliques (cf. rubrique 2713-1 de la nomenclature) et
- une installation de transit et regroupement de déchets de pneumatiques (cf. rubrique 2714-1 de la nomenclature), sur le bassin n°3 du port de commerce de Rochefort et Tonnay-Charente. Le regroupement de ces déchets est préalable aux opérations de chargement sur navire. Ces activités sont exercées sur une plateforme en béton d'une surface de 4 300 m<sup>2</sup> et sont réparties de la manière suivante : 2 300 m<sup>2</sup> pour le regroupement des déchets métalliques et 2 000 m<sup>2</sup> pour le regroupement des pneumatiques usagés.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 29 avril 2024 suite au constat de plusieurs manquements, notamment relevant des conditions de stockage et de l'isolement du site (règles d'implantation et distance d'éloignement).

Un nouveau dossier d'enregistrement a été déposé en avril 2025 afin de régulariser les modifications des activités du site. Ce dossier porte en particulier sur :

- l'augmentation de la surface concernée par les déchets métalliques, passant de 2 300 m<sup>2</sup> sur le poste 9 à 4 500 m<sup>2</sup> sur les postes 8 et 9,
- le déplacement du stockage des déchets de pneumatiques d'une surface de 2000 m<sup>2</sup> (soit 8000 m<sup>3</sup>) sur le poste 8 pour la même surface sur le poste 2.

Le site bénéficie désormais d'un nouvel arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 01/12/2025, rendant désormais inapplicable l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 29/04/2024.

La présente visite a pour objet de contrôler les activités exercées sur le site au regard du nouvel arrêté du 01/12/2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/12/2025, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure du 29/04/2024	Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 1	Acte annulé compte tenu du nouvel arrêté de décembre 2025

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un nouveau dossier d'enregistrement a été déposé en avril 2025 pour encadrer les modifications des activités du site. Il a été validé par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 01/12/2025. En

conséquence, la mise en demeure prise par arrêté du 24/04/2024 sur le fondement des dispositions de l'arrêté d'enregistrement de 2022 tombe de fait.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté de mise en demeure du 29/04/2024

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Arrêté de mise en demeure du 29/04/2024
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Agence Maritime Rochefort (AMR) représentée par M. Jean-Yves BRYON exploitant des installations activités de transit et regroupement de déchets métalliques et de pneumatiques usagés sise avenue Victor Louis Bachelar, bassin n°3 à ROCHEFORT (17300) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai ne dépassant pas un mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 susvisé :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ en respectant la surface d'entreposage des déchets métalliques autorisée ;</li><li>◦ et en respectant les zones d'entreposage dédiées aux déchets métalliques et de pneumatiques usagés, respectivement les postes 9 et 8 ;</li></ul></li><li>• Article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2022 susvisé en :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ éloignant les zones d'entreposages des déchets des limites de propriété ;</li><li>◦ respectant la hauteur et l'emplacement des dispositions constructives ;</li></ul></li><li>• Article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ respectant la hauteur d'entreposage des déchets métalliques de 6 m maximum ;</li></ul></li></ul> Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Précédentes demandes de l'inspection du 08/03/2024 :**

=> L'exploitant doit respecter la surface d'entreposage des déchets métalliques autorisée par son arrêté préfectoral.

=> L'exploitant doit respecter les zones dédiées au stockage des déchets, à savoir le poste 9 pour les déchets métalliques et le poste 8 pour les déchets de pneumatiques.

**Constats :**

Dans le cadre de la modification de ses installations, l'exploitant a déposé un nouveau dossier d'enregistrement le 18/04/2025.

L'instruction du dossier a abouti à la signature d'un nouvel arrêté d'enregistrement le 01/12/2025.

Étant donné la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'exploitation du site, l'article 1 de la mise en demeure du 29 avril 2024 n'est plus applicable.

Lors de la visite, l'inspection constate l'absence de déchets de pneus broyés sur le poste 2.

Les postes 8 et 9 sont occupés par des déchets métalliques conformément à l'arrêté du 01/12/25.

Leur hauteur ne dépasse pas 6 mètres.

La distance d'éloignement avec les limites de propriété n'a pas fait l'objet de contrôle de l'inspection.

Un navire est à quai et en cours de chargement.

L'exploitant précise à l'inspection que les déchets de métal partent sur des navires à destination de Bayonne ou du Maroc au rythme de 3 bateaux par mois.

Les déchets de pneus broyés sont expédiés par bateau en moyenne 2 fois par an.

En 2026, l'exploitant prévoit le chargement de 2 navires, en avril et en août.

Le dernier navire chargé date d'octobre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/12/2025, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, installations concernées

**Prescription contrôlée :**

liste des rubriques concernées et quantités associées :

2713-1 : (E pour Surface > 1 000 m<sup>2</sup>) : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux : Dalle en béton d'une surface totale de **4 500 m<sup>2</sup>** **sur les postes 8 et 9** du bassin n°3

2714-1 : (E pour volume > 1 000 m<sup>3</sup>) : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : Entreposage de **8 000 m<sup>3</sup>** de déchets de pneumatique usagés sur une surface imperméable de **2 000 m<sup>2</sup>** **du poste 2** du bassin n°3

**Constats :**

Comme précisé au point précédent, un nouvel arrêté préfectoral d'enregistrement a été signé le 01/12/25.

Les activités exercées sur le site ainsi que les rubriques et quantités associées sont désormais :

- 2713-1 (*Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719*) : 4 500 m<sup>2</sup> de déchets métalliques sur les postes 8 et 9

- 2714-1 (*Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719*) : 8 0000 m<sup>3</sup> de déchets de pneus broyés sur le poste 2.

Une télédéclaration a été déposée sur le site [entreprendre.service-public.gouv.fr](http://entreprendre.service-public.gouv.fr) le 29/09/2025 concernant la rubrique 2715 (Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, AM du 15/10/2010) pour un volume de 8000 m3 sur le poste 2, correspondant au régime déclaration.

Le poste 2 étant encadré par l'arrêté préfectoral du 01/12/25 comme recevant des déchets de pneus broyés (rubrique 2714-1), conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, toute modification notable des installations doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation.

L'exploitant n'a pas informé le Préfet de cette modification.

Une autre télédéclaration a été déposée sur le site [entreprendre.service-public.gouv.fr](http://entreprendre.service-public.gouv.fr) le 09/10/2025 pour la rubrique 1532 (Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, AM 05/12/2016 (D) : 1000 m3 < D < 20000m3) pour un volume de 5000 m<sup>3</sup> sur le poste 8, correspondant au régime déclaration.

La télédéclaration 1532 évoque une précédente déclaration de 2015 qui permettait un stockage de 15000 m<sup>3</sup>. Cette télédéclaration est présentée comme une modification de cette quantité pour passer de 15000 à 5000 m<sup>3</sup>.

Il est précisé par l'inspection que cette déclaration initiale de 2015 n'a plus de valeur réglementaire puisque ce stockage de bois n'existe plus et que le poste 8 est désormais encadré par l'arrêté préfectoral du 01/12/2025 pour du transit de déchets métalliques.

L'exploitant indique à l'inspection que cette déclaration est erronée puisqu'elle aurait dû mentionner le poste 2 (concerné par les déchets de pneus broyés) et non le poste 8 (déchets métalliques).

De plus, cette activité ne sera pas mise en œuvre et la déclaration est donc à supprimer.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

=> L'exploitant doit déposer auprès de la préfecture, dans un délai de 2 mois maximum, un

dossier de porter à connaissance décrivant la modification demandée ainsi que ses incidences sur l'exploitation du site, son fonctionnement (origine de la demande, fréquence des apports et expéditions) et les éventuels nouveaux impacts sur l'environnement et risques incendie engendrés. Le dossier devra également justifier du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/10/2010 relatif à la rubrique 2715 sous le régime déclaration.

=> L'exploitant doit supprimer sans délai sa télédéclaration déposée le 09/10/25 concernant la rubrique 1532 sur le poste 8.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois